

Tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel

Date de la contribution : 25/04/2025

Introduction

Contribution commune de la part d'Eni S.p.A. et Eni Plenitude.

Prestations annexes relatives à l'acheminement

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'ajout au catalogue de la prestation « Étude d'adéquation poste de livraison/besoins clients » ?

Défavorable

Commentaire :

En effet, les compteurs sous-dimensionnés depuis plusieurs années semblent résulter d'un manquement au devoir de diligence auquel les gestionnaires de réseau de distribution (GRD) sont tenus, en particulier lorsqu'un compteur ou un poste de livraison leur est loué. En effet, les GRD ont l'opportunité de visiter régulièrement le site, disposent d'un inventaire du matériel loué, et ont accès aux données de consommation. Dans ce contexte, il apparaît que l'étude rendue nécessaire par cette gestion inadéquate ne saurait être imputée au client.

Nous attirons par ailleurs l'attention sur les prestations n° 301 et 304, qui précisent les responsabilités incombant au GRD. À cela s'ajoute la prestation n° 231 « Étude technique », selon laquelle une première analyse est incluse sans frais.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'introduction de la prestation « Étude d'adéquation poste de livraison/besoins clients » au tronc commun, et les modalités de tarification envisagées, en l'occurrence le niveau et la différenciation entre GRDF et les autres GRD ?

Défavorable

Commentaire :

Le sous-dimensionnement des compteurs observé depuis plusieurs années semble constituer un manquement au devoir de diligence attendu des gestionnaires de réseau de distribution (GRD), en particulier lorsqu'un compteur ou un poste de livraison leur est loué. Les GRD ont en effet l'opportunité d'effectuer des visites sur site aux moments appropriés, disposent d'un inventaire des équipements loués, et ont accès aux données de consommation. Dès lors, une étude rendue nécessaire par une gestion négligente de leur part ne saurait être facturée au client.

À titre d'exemple, nous prenons le catalogue de R-GDS et nous attirons l'attention sur les « prestations n° 1203–1204 : services liés à la livraison pour les consommateurs en relève semestriel ou équipés d'un compteur évolué : location de compteur/blocs de détente », ainsi que sur les « prestations n° 1203–1204 : services liés à la livraison pour les consommateurs en relève mensuel ou journalier : location du poste de livraison ou du dispositif local de mesurage » des paragraphes 4.1 et 4.2 respectivement, qui précisent clairement la responsabilité de R-GDS en la matière. Par ailleurs, la prestation « Étude technique » proposée par R-GDS prévoit expressément la gratuité de ce genre d'étude.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la modification des prestations de mise à disposition du compteur, afin d'orienter l'utilisateur vers une étude d'adéquation préalable, dans le cas d'un changement de calibre ?

Défavorable

Commentaire :

Nous rappelons l'existence de la prestation n° 231 « Étude technique », laquelle prévoit la gratuité de la première étude réalisée.

Question 4 : Avez-vous des remarques concernant la prestation expérimentale « Passage au pas horaire » sur le marché du haut de portefeuille ?

Eni n'y est pas favorable. Cette prestation est déjà d'application aujourd'hui pour des sites 1M (tarifs T1, T2 et T3), ce à quoi nous n'étions pas favorables non plus par le passé.

Concernant les clients T4 et TP, nous tenons à préciser que nous n'avons, à ce jour, jamais reçu de demande — ni explicite ni implicite — visant à obtenir les données de consommation horaire pour ces consommateurs.

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la suppression de la prestation « Annonce passage releveur » ?

Favorable

Question 6 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant les prestations « Relevé cyclique des compteurs », « Collecte d'un index auto-relevé » et « Relevé spécial (hors changement de fournisseur) » ?

Favorable

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant la proposition de R-GDS de modifier la prestation « Collecte d'un index auto-relevé » ?

Favorable

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant la proposition de GRDF de modifier la prestation « Interruption de la livraison de gaz à la suite d'une résiliation du contrat de fourniture (anciennement Mise Hors Service) » ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

L'intitulé « Arrêt du gaz » constituait une option plus explicite à cocher pour l'utilisateur procédant à la demande via le portail GRD.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la proposition de GRDF de modifier la prestation « Dépose du compteur » pour les PCE 14 chiffres et les PCE GI ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Un Point de Comptage et d'Estimation (PCE) à 14 chiffres ne peut-il donc plus faire l'objet d'une demande de « dépose compteur temporaire » dans le cadre de travaux ? En effet, la prestation intitulée « Interruption de la livraison de gaz à la suite d'une résiliation du contrat de fourniture (MHS) » entraîne le détachement du site concerné du portefeuille du fournisseur, ce qui ne correspond pas à une simple interruption temporaire de service.

Par ailleurs, la prestation « Modification, suppression ou déplacement de branchement » ne mentionne aucunement la possibilité d'une déconnexion temporaire liée exclusivement au compteur.

Dès lors, nous souhaiterions connaître quelle prestation de type « dépose compteur » est applicable dans le cas d'un site louant son compteur auprès du GRD, mais souhaitant y mettre un terme et installer son propre équipement. La prestation susmentionnée ne fait référence qu'au branchement, sans évoquer le compteur en tant que tel.

Les prestations n° 40, 621 et 632 illustrent clairement que les travaux relatifs au branchement sont distincts de ceux concernant le compteur, ce qui souligne l'absence d'une prestation dédiée à ce type de demande spécifique.

Question 10 : Que pensez-vous des modalités et de l'articulation des prestations « Interruption de livraison de gaz à la suite d'une résiliation du contrat de fourniture », « Coupure à la demande du client » et « Dépose du compteur » ?

Il est opportun d'intégrer à la prestation « Coupure à la demande du client » la modification suivante : « Cette prestation est demandée à GRDF par un Fournisseur si le PCE est rattaché à un Contrat Distributeur de Gaz-Fournisseur, et sinon directement par un Client. »

Question 11 : Êtes-vous favorable à la modification des prestations « Coupure en cas d'absences multiples au relevé » et « Rétablissement à la suite d'une coupure en cas d'absences multiples au relevé » ?

Favorable

Commentaire :

Il est compréhensible qu'une coupure puisse être envisagée en cas d'absences répétées lors des relevés. Toutefois, il apparaît également nécessaire de prévoir un détachement contractuel, afin que le fournisseur ne soit pas pénalisé par les comportements inadéquats du client, dont il subit également les conséquences.

Question 12 : Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant la demande de GRDF de modifier la prestation « Mise à disposition du poste de livraison ou du dispositif local de mesurage » ?

Favorable

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant la proposition de GRDF d'étendre le périmètre de l'option « en urgence » de la prestation « Mise en service avec déplacement » ? Avez-vous d'autres remarques ?

Favorable

Commentaire :

GRDF indique que les fournisseurs ont la possibilité de solliciter la pose « en urgence » d'un compteur de débit supérieur à 10 m³/h, bien que cette prestation ne figure pas dans le Catalogue des prestations. Dans la mesure où GRDF peut, lorsque cela est possible, répondre favorablement à ce type de demande, nous nous interrogeons sur l'absence de cette mention dans le catalogue. Il semblerait pertinent d'intégrer cette prestation au catalogue, en y ajoutant une mention du type « sous réserve de la disponibilité des équipes d'intervention de GRDF », à l'instar de ce qui est déjà prévu pour d'autres prestations. Cette intégration permettrait d'assurer la transparence.

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant l'abaissement du seuil relatif au débit pour la détermination de l'application du forfait 3, et de la participation éventuelle du client résultant de l'étude économique (B/I) de rentabilité de l'opération de raccordement ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 15 : Avez-vous des remarques sur l'orientation de la CRE portant sur l'offre de gratuité pour les raccordements (forfaits 1 et 2) liés à la conversion fioul-gaz ?

Non

Prestations annexes relatives à l'injection de gaz bas-carbone et renouvelables

Question 16 : Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE consistant à reconduire le prix de la prestation « Mise à jour de l'étude détaillée pour augmentation de capacité » ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 17 : Êtes-vous favorable à la prolongation de la prestation expérimentale de « Mise à jour des capacités d'injection sur demande » ?

Ni favorable, ni défavorable